

promis « l'indépendance et la grandeur nationales ». Puis il constate que « **pour des millions de Français humiliés dans leur fierté nationale par la servilité des gouvernements précédents, de Gaulle est apparu comme le garant de la grandeur et de l'indépendance nationale.** » Mais il ne se demande pas pourquoi, parmi ces millions de Français, près de 1,5 million après avoir fait confiance au P.C.F. se tournent vers de Gaulle.

En réalité, dans le vote du 28 septembre il entre beaucoup moins de « fierté nationale » humiliée que ne le pense Thorez, et, comme nous le verrons plus loin, beaucoup de volonté de changement de toutes les conditions d'existence. Cependant, dans la mesure où une partie petite bourgeoise de la population avait été gagnée au P.C.F. au moyen d'arguments patriotards, chauvins, sur la grandeur nationale, et que ce parti n'a rien fait, tout au contraire, pour l'éduquer dans un sens socialiste, il est tout à fait normal que ces mêmes gens à un moment donné aient vu en de Gaulle un meilleur champion de la « fierté nationale » que Thorez et Duclos.

Cette propagande « nationale » a d'autant plus servi le gaullisme que la direction du P.C.F. a eu aussi une attitude « nationale » envers la lutte des peuples coloniaux qui verse de l'eau au moulin de la réaction. Elle ne cesse de parler « d'intérêts nationaux » à défendre dans les pays colonisés par l'impérialisme français. En l'occurrence, les « intérêts nationaux » en Algérie et ailleurs sont, comme l'ont enseigné Marx et Lénine, les intérêts de la classe dominante, c'est-à-dire le capitalisme français. Les seuls intérêts de la classe ouvrière française dans ces régions du globe résident dans la victoire des peuples colonisés et dans la défaite de l'impérialisme français. Pour défendre les « intérêts nationaux » en Algérie et ailleurs, des électeurs gagnés au P.C.F. par la propagande chauvine dans le passé ont finalement donné leur préférence à de Gaulle.

A ce propos, signalons que Servin et « l'Humanité » ont encore contribué à alimenter la propagande réactionnaire, colonialiste, raciste, en accusant « les conceptions qu'a le F.L.N. dans la poursuite de sa lutte sur le sol de France » d'avoir servi de Gaulle et en reproduisant en bonne place une infamie du journal stalinien tchèque « Tvorba » ; au lieu de faire front contre la meute fascisante, la direction du P.C.F. cède devant l'opinion publique des petits bourgeois troublés dans leurs affaires fructueuses.

### LA VOLONTÉ DE CHANGEMENT

La plus importante des raisons fournies par Servin à l'ampleur des « oui », c'est « **la volonté de changement... réelle dans notre peuple** », à laquelle s'ajoute « **le discrédit certain d'un parlementarisme qui apparut aux yeux de masses importantes comme la cause des misères du pays et du peuple** ». Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point. Les masses étaient dégoûtées de la IV<sup>e</sup> République.

Mais Servin ne se demande pas pourquoi, dans ces conditions, des masses qui avaient accordé précédemment leur confiance au P.C.F. n'ont plus eu confiance en celui-ci pour assurer ce changement.

Il pourrait, en effet, sembler surprenant que la volonté de changement des masses ne se soit pas produite au profit d'un parti qui se dit communiste, c'est-à-dire dont le programme fondamental est celui du plus grand et du plus profond changement qu'on puisse apporter à l'humanité ; d'un parti qui ne jure que par l'Union soviétique où des changements gigantesques ont été réalisés au cours des 40 années qui se sont écoulées depuis la Révolution d'Octobre. Comment expliquer que la volonté de changement des masses ne se soit pas traduite en faveur de ce parti et qu'elle soit même détournée de lui, en faveur d'un général qui voit la France dans le monde comme elle l'était il y a deux ou trois siècles ?

### « INFLECHIR LA POLITIQUE FRANÇAISE... »

L'explication est assez simple. Le Parti communiste français célébrait le sputnik et les plans quinquennaux, mais la politique qu'il proposait pour la France était tout au plus **une politique réformiste**. Il ne pouvait être question pour ce parti, depuis au

moins la Libération, de lutter pour le socialisme en France ; il fallait se contenter de pétitions, de démarches parlementaires, de pressions, le tout constituant « **une ligne qui se fixait pour but d'infléchir la politique française** », comme Servin la définit lui-même. Enfin, il n'est pas inutile de rappeler qu'au Comité central qui suivit l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, en juin de cette année, la direction du Parti Communiste Français limitait les mots d'ordre à la seule « défense de la République » et condamnait les propositions de mettre en avant l'idée d'une Constituante, d'un programme, comme des propositions susceptibles de « diviser la gauche ».

Nous en arrivons ainsi à une des raisons profondes de la perte de nombreuses voix ouvrières, y compris — comme le reconnaît Servin — « dans les milieux les plus malheureux ». En effet, un très grand nombre de pauvres gens, de malheureux, exprimaient, depuis des années, leur mécontentement de leur sort et leurs aspirations à un sort meilleur, en votant pour le P.C.F. qui leur apparaissait comme le parti capable d'apporter de grands changements, de grandes transformations, comme en U.R.S.S. Et puis, les années passant, ils se sont aperçus que ce parti parlait beaucoup mais qu'au lieu de chercher à réaliser un grand changement social, il voulait seulement « infléchir » la politique française : ces masses peu éduquées politiquement n'ont certainement pas employé ce terme de Servin, mais elles ont parfaitement compris la substance qu'il exprime. « Infléchir », cela signifie modifier légèrement **dans le cadre du régime**, ne pas bouleverser celui-ci. Aussi n'est-il pas surprenant qu'en fin de compte, lors d'un grand choc social, des centaines de milliers de gens non politisés aient abandonné ce parti et se soient laissés prendre à un général qui ne parlait pas d'« infléchir » la politique mais de balayer le « système ». Pour ces masses, le P.C.F. n'apparaissait plus comme un facteur de changement et de Gaulle leur est apparu comme capable d'apporter ce changement qu'elles recherchent.

### C'EST LA FAUTE AUX AUTRES !

Si l'on fait abstraction de quelques raisons incidentes fournies par Servin — tels les événements de Hongrie : pour un peu, ce serait la faute à Rajk et Nagy si le P.C.F. a perdu tant de voix — une autre raison invoquée comme étant majeure est la « division des gauches ». Servin l'attribue à la propagande anticommuniste de la bourgeoisie et à la persistance de l'anticommunisme de la part des autres formations qui ont appelé à voter « non ».

Une fois de plus, pour la direction du P.C.F., tout ce qui arrive de mal c'est la faute aux autres. Voilà un argument pour le moins simpliste. Servin pense-t-il qu'un jour le capital renoncera à son anticommunisme ? Pense-t-il également que le capital ne trouvera plus de Guy Mollet à sa disposition ? Pense-t-il même que les réformistes sincères — et il y en a — renonceront à leur réformisme ? Dans ce cas, le rôle du Parti communiste serait des plus simple. La valeur d'une véritable direction communiste doit précisément se montrer dans sa capacité de promouvoir une véritable politique de front unique qui amène les masses dans l'action et force ainsi au moins une partie de la direction social-démocrate à suivre le courant des masses. Or, la direction du P.C.F. était de plus en plus incapable d'assurer une telle politique. La direction du P.C.F. a perdu la confiance d'une proportion sensible des électeurs communistes ; comment peut-on penser qu'au même moment elle pouvait exercer une attraction sur ceux qui antérieurement lui étaient plus ou moins hostiles ? C'est à elle-même que la direction du P.C.F. doit s'en prendre si les manœuvres de la bourgeoisie et de ses agents à la Guy Mollet ont réussi.

Au lendemain du 28 septembre, Servin veut justifier une fois de plus le vote des pouvoirs spéciaux du 12 mars 1956, sous prétexte de mettre les socialistes au pied du mur, de voir si Guy Mollet allait respecter son contrat du 2 janvier 1956 avec les électeurs. On ne peut imaginer pire confusion. Le contrat du 2 janvier, c'était la paix en Algérie. Le projet voté le 12 mars, c'était la « pacification », c'est-à-dire la guerre en Algérie. Le 12 mars, il n'y avait pas la « division » mais « l'union » des gauches, communistes compris, **sur le plan parlementaire** pour laisser

(Suite page 11.)